

Version publique

AP N° 2024-APC-203-IC

**Arrêté préfectoral complémentaire
portant prescriptions complémentaires à l'égard des installations situées sur le territoire
de Saint-Martin-sur-le-Pré de la société FM FRANCE
dont le siège social est situé ZI rue de l'Europe – 57370 Phalsbourg**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment son article R.181-46 concernant les modifications substantielles ;
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-A-63-IC du 16 mai 2011 de la société FM Logistic à Saint-Martin-sur-le-Pré, ainsi que les arrêtés préfectoraux le complétant ;
VU le porter à connaissance de la société FM France concernant des modifications sur son entrepôt à Saint-Martin-sur-le-Pré transmis le 23 octobre 2023 ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 septembre 2024 ;
VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 27 septembre 2024 à la connaissance de l'exploitant ;
VU l'accord de l'exploitant sur ce projet par courriel en date du 15 octobre 2024.

CONSIDÉRANT que l'exploitant demande, la modification de l'aspect constructif de la messagerie sur le Site 2, l'augmentation de la capacité de stockage de la rubrique 4718 (gaz inflammables liquéfiés et gaz naturel) sur le Site 1, la modification de l'organisation du stockage sur le Site 1, l'installation de locaux sociaux sur le Site 1, l'adaptation d'une prescription de l'arrêté préfectoral initial de 2011 relative au mode de détection incendie ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis tous les éléments d'appréciation de ces modifications ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne revêtent pas de caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude de danger du site ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne modifient pas le classement du site, déjà SEVESO Seuil Haut au sens de la réglementation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer ces modifications par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet

La société FM France SAS, dont le siège social est situé ZI rue de l'Europe 57 370 Phalsbourg, est autorisée à poursuivre ses activités sur le site, sis rue Charles Marie Ravel, ZI de Saint-Martin-sur-le-Pré - 51 520 Saint-Martin-sur-le-Pré, sous réserve du respect des dossiers de porter à connaissance transmis ainsi que des prescriptions des actes antérieurs, abrogés, modifiés et complétés par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les actes et prescriptions suivants sont abrogés, modifiés ou complétés :

Arrêté n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011	modifié et complété selon le détail suivant :	prescriptions édictées par le présent arrêté préfectoral complémentaire :
Article 1.2.1 relatif aux activités autorisées	remplacé	Article 3
Article 1.4.1 relatif à la durée de l'autorisation	remplacé	Article 4
Article 1.9 relatif aux textes applicables	complété	Article 5
Article 3.2.2 relatif aux conduits et installations raccordées	remplacé	Article 6
Article 3.2.3 relatif aux conditions générales de rejet	remplacé	Article 7
Article 4.3.9 relatif aux eaux pluviales non polluées	remplacé	Article 8
Article 7.3.2.1.1. Cellules de stockage - partie "désenfumage"	complété	Article 9
Article 7.3.2.2. Les bureaux et locaux administratifs	complété	Article 10 et article 13
Article 7.3.2.3.1-Les salles de charge	phrase remplacée	Article 11
Article 7.5.3. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations	remplacé	Article 12
Arrêté n° 2023-APC-155-IC du 08 août 2023 (version confidentielle)	modifié et complété selon le détail suivant :	prescriptions édictées par le présent arrêté préfectoral complémentaire :
Article 3 relatif aux activités autorisées	remplacé	Article 3
Article 6 relatif aux textes applicables	remplacé	Article 5
Article 9 relatif aux eaux pluviales non polluées	remplacé	Article 8
Arrêté n° 2023-APC-155-IC du 08 août 2023 (version publique)	modifié et complété selon le détail suivant :	prescriptions édictées par le présent arrêté préfectoral complémentaire :
Article 3 relatif aux activités autorisées	remplacé	Article 3
Article 6 relatif aux textes applicables	remplacé	Article 5
Article 9 relatif aux eaux pluviales non polluées	remplacé	Article 8

ARTICLE 3 : Autorisation d'exploiter

L'article 1.2.1 - "Listes des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées" de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Certaines quantités autorisées ne sont pas renseignées dans la version publique du présent arrêté.

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
1436**	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93°C ⁽¹⁾ , à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t <i>⁽¹⁾ à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i>	Stockage de produits divers Quantité : 7 000 t *	A /
1450**	Solides inflammables (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1t	Stockage de 1000 t de produits divers étiquetés H228. Stockage de 800 t d'allumettes de sûreté Quantité totale : 1 800 t	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
1510** <i>(y compris 1511, 1530, 1532, 2662, 2663)</i>	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m³</p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>	<p>Site 1 : entrepôt soumis à la rubrique 1510</p> <p>12 cellules (IPD)</p> <p>volume total Site 1 : 1 006 876 m³</p> <p><i>avec un potentiel de :</i></p> <p><i>5 cellules frigorifiques pour un volume de 75 500 m³ (rub. 1511)</i></p> <p><i>25 000 m³ papiers, cartons (rub. 1530)</i></p> <p><i>25 000 m³ palettes vides (rub. 1532)</i></p> <p><i>20 000 m³ polymères (rub. 2662)</i></p> <p><i>20 000 m³ mousses de latex, polystyrènes, etc (rub. 2663-1)</i></p> <p><i>40 000 m³ couches culottes, serviettes hygiéniques, etc (rub. 2663-2)</i></p> <p>Site 2 : messagerie non soumis à la rubrique 1510</p> <p>3 cellules (non IPD)</p> <p>≤ 500 t de combustibles</p>	<p>A</p> <p>Site 2 non soumis</p>
1630**	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 250 t</p>	<p>Stockage de produits divers à base de soude ou potasse caustique (bricolage, détergent, etc.)</p> <p>Quantité : 2 500 t</p>	<p>A</p>

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement (2)
4110**	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 20 t</i></p>	<p>Stockage de produits solides divers étiquetés H300, H310, H330 Quantité : 500 t</p> <p>Stockage de produits liquides divers étiquetés H300, H310, H330 Quantité : 500 t</p>	A SSH
4120**	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits solides divers étiquetés H300, H310, H330 Quantité : 200 t</p> <p>Stockage de produits liquides divers étiquetés H300, H310, H330 Quantité : 200 t</p>	A SSH

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
4130**	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits solides divers étiquetés H331</p> <p>Quantité : 250 t</p> <p>Stockage de produits liquides divers étiquetés H331</p> <p>Quantité : 250 t</p>	A SSH
4140**	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits solides divers étiquetés H301</p> <p>Quantité : 140 t</p> <p>Stockage de produits liquides divers étiquetés H301</p> <p>Quantité : 140 t</p>	A SSH

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
4150**	<p>Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 20 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H370</p> <p>Quantité : 40 t</p>	<p>A /</p>
4320**	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 150 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 150 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 500 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers conditionnés en aérosols (cosmétiques, désodorisants d'intérieur, produits de nettoyage, etc.) étiquetés H222</p> <p>Quantité : 4 500 t *</p>	<p>A SSH</p>
4331**	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1.000 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 50 000 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H225, H226</p> <p>Quantité : 7 000 t *</p>	<p>A SSB</p>
4422**	<p>Peroxydes organiques type E ou type F.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers contenant des peroxydes organiques</p> <p>Quantité : 600 t</p>	<p>A SSH</p>

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
4440**	<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H271, H272</p> <p>Quantité : 2000 t *</p>	A SSH
4441**	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H271, H272</p> <p>Quantité : 2000 t *</p>	A SSH
4442**	<p>Gaz comburants catégorie 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H270</p> <p>Quantité : 2000 t *</p>	A SSH
4510**	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H400, H410</p> <p>Quantité : 5 950 t</p>	A SSH

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement (2)
4511**	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 500 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers étiquetés H411</p> <p>Quantité : 3 000 t</p>	<p>A SSH</p>
4718**	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t</i> (*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre la rubrique 4718</p>	<p>XX***</p> <p>capacité maximale de contenant admissible : 3kg</p>	<p>A SSB</p>

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
4734**	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</i></p>	XX***	A SSB
4755**	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m³</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 50 000 t</i></p>	<p>XX***</p> <p>XX***</p>	<p>Non classé / A /</p>

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Stockage de produits divers Quantité : 500 t	A
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³	Regroupement d'équipements électriques palettisés Volume : 10 000 m ³	E
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	site 1 : potentiel de 5 cellules quantité de fluide : 660 kg site 2 : potentiel de 2 cellules quantité de fluide : 400 kg quantité de fluide totale : 1 060 kg	DC

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
2910	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW .</p>	<p>site 1 :</p> <p>Combustible : gaz naturel Chaudière principale : 1 chaudière Puissance totale : 2 MW</p> <p>site 2 :</p> <p>1 groupe électrogène : 1,02 MW</p>	DC
2925	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n°2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p> <p>⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	<p>site 1 : soumis à la rub. 2925.1</p> <p>2 salles de charge pour batteries traditionnelles (2x400 kW)</p> <p>(production d'hydrogène)</p> <p>Puissance totale Site 1 : 800 kW</p> <p>site 2 : non soumis à la rub. 2925.2</p> <p>1 salle de charge, engins au lithium</p> <p>(absence de production d'hydrogène)</p> <p>Puissance totale Site 2 : 225 kW</p>	D

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement (2)
4321**	<p>Aérosols «extrêmement inflammables» ou «inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	<p>Stockage de produits divers conditionnés en aérosols (cosmétiques, désodorisants d'intérieur, produits de nettoyage, etc.) étiquetés H223</p> <p>Quantité : 4 500 t *</p>	D /
4702**	<p>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.</p> <p>III - Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids.</p> <p>La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t</p> <p><i>Pour les produits classés dans la rubrique 4702-III : Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t.</i></p>	XX***	DC /
4702**	<p>IV. - Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).</p> <p>La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t</p>	XX***	DC /

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾ et statut Seveso de l'établissement ⁽²⁾
4741**	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</p>	XX***	DC /

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique

(2) SSH : Seveso seuil haut, SSB : Seveso seuil bas

* La quantité totale de produits ne devra pas dépasser les sommes suivantes :

- Quantités totales des rubriques 4440, 4441, 4442 \leq 2000 t
- Quantités totales des rubriques 4320, 4321, 4718 \leq 4 500 t
- Quantités totales des rubriques 1436, 4331, 4734 \leq XX*** t

** le stockage des matières en quantité supérieure au seuil de déclaration est possible uniquement selon les volumes et la répartition au sein des cellules, tels que définis dans les tableaux présentés en annexe du présent arrêté. Ces annexes ne sont disponibles que dans la version confidentielle du présent arrêté préfectoral complémentaire.

L'exploitant devra pouvoir justifier le respect de ces dispositions en tout temps.

*** Informations communicables sur demande écrite à la Direction départementale des territoires de la Marne - Service environnement - Unité procédures environnementales - 40 boulevard Anatole France - CS 60554 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex.

Les installations exploitées relèvent des rubriques IOTA (loi sur l'eau) suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾
2.1.5.0-1	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	> 20 ha	A
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 piézomètres, suivis et recensés dans la BSS (Banque de données du Sous-Sol) : PZ1 : BSS004HBZG PZ2 : BSS004HBGL PZ3 : BSS004HBGM PZ4 : BSS004HBGK	D

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique

ARTICLE 4 : Caducité

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

ARTICLE 5 : Textes applicables

L'article 6 - "Textes applicables" de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-APC-155-IC du 8 août 2023 est remplacé par les prescriptions suivantes :

Sont ajoutés aux dispositions de l'article 1.9 - "Arrêtés, circulaires, instructions applicables" de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 les dispositions suivantes :

Dates	Textes
24/09/2020	Arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
03/08/2018	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 – Annexe 1
06/06/2018	Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
11/04/2017	Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

05/12/2016	Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4321)
04/08/2014	Arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/12/1998	Arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 »

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 sont complétées, pour autant qu'elles n'y soient pas contraires, par les dispositions prévues par les arrêtés ministériels cités ci-dessus.

ARTICLE 6 : Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Fonctionnement dédié
1	1 chaudière	2 MW	Gaz naturel	Chauffage des entrepôts

Les installations de combustion relatives au chauffage des bureaux ne peuvent être raccordées à une cheminée commune avec celles dédiées au chauffage de l'entrepôt, ces dernières étant distantes de plus de 100 m de la chaufferie principale.

ARTICLE 7 : Conditions générales de rejet

N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1	19	0,6	5000	5

La hauteur minimale du débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion doit dépasser d'au moins 3 m le point le plus haut de la toiture surmontant l'installation.

ARTICLE 8 : Eaux pluviales non polluées

L'article 9 - "*Eaux pluviales non polluées*" de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-A-155-IC du 8 août 2023 est remplacé par les prescriptions suivantes :

L'article 4.3.9 - "*Eaux pluviales non polluées*" de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les eaux pluviales non polluées ne font pas l'objet d'un pré-traitement. En ce qui concerne les surfaces enherbées, les eaux pluviales s'infiltrent dans le sol, conformément au règlement de la zone d'activité. Les eaux pluviales des toitures sont dirigées soit vers des bassins d'infiltration, dimensionnés en fonction de la surface de toitures dépendante, soit vers le bassin de rétention étanche.

Site 1 :

Les eaux pluviales des toitures des cellules 4a et 4b sont dirigées vers le bassin de rétention étanche. Des bassins d'infiltration, pour une surface d'infiltration cumulée de 4 171 m² minimum, récupèrent les eaux pluviales des autres toitures du Site 1.

Site 2 :

Un bassin d'une surface d'infiltration de 1 928 m² minimum récupère les eaux pluviales de l'ensemble des toitures du Site 2.

ARTICLE 9 : Désenfumage

L'article 7.3.2.1.1 - "*Les cellules de stockage*" partie *Désenfumage* de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est complété par les dispositions suivantes :

Ces prescriptions s'appliquent aux cellules de stockage du Site 1, ainsi qu'à la cellule 2 du Site 2.

Le désenfumage n'est pas exigé pour les cellules en température dirigée, à savoir dans la cellule 1 (entre 2 et 4°C) et dans la cellule 3 (entre 8 et 10°C) du Site 2.

ARTICLE 10 : bungalows

L'article 7.3.2.2 - "*Les bureaux et locaux administratifs*" de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est complété par les dispositions suivantes :

En complément, il est possible d'installer, sur le site, des bungalows pour une utilisation en locaux sociaux, destinés à servir notamment de sanitaires, vestiaires, réfectoire, salle de pause. Aucun stockage n'est effectué dans ces locaux.

Ils sont implantés en extérieur, à une distance minimale de 10 mètres d'un bâtiment. Si la distance est inférieure, ils sont implantés à minimum 1 mètre d'un bâtiment, au droit d'une paroi extérieure à minima REI120 de l'entrepôt, et dont la hauteur excède d'au moins 2 mètres la hauteur des bungalows concernés.

Un report d'alarme permettant de déclencher leur évacuation en cas d'urgence, est installé dans chaque bungalow.

Une communication d'alerte est possible depuis ces bungalows vers le poste de garde. L'évacuation du personnel depuis les bungalows s'effectue par un chemin piéton de la zone vers la voirie du site pour rejoindre le point de rassemblement, sans passer par l'entrepôt.

ARTICLE 11 : recharge des batteries

Dans l'article 7.3.2.3.1 - "*Les salles de charge*" de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011, la phrase "La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge" est remplacée par les dispositions suivantes :

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.

ARTICLE 12 : détection incendie

L'article 7.5.3 - "*Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations*" de l'arrêté préfectoral n° 2011-A-63-IC du 16 mai 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les cellules de stockage sont munies de détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant ainsi que d'un système d'extinction automatique.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules

comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique.

ARTICLE 13 : mise à jour des documents

L'ensemble des plans du site, consignes et procédures doivent être mis à jour et datés, afin de prendre en compte la création des bungalows visés à l'article 7 du présent arrêté, ainsi que la prescription de l'article 9 ci-dessus.

ARTICLE 14 : Délais de recours (version publique)

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision finale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 15 : Exécution (version publique)

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de Saint-Martin-sur-le-Pré qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société FM FRANCE dont le siège social est situé ZI rue de l'Europe – 57370 Phalsbourg

Monsieur le maire de Saint-Martin-sur-le-Pré procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté

sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **31 OCT. 2024**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,**

Raymond YEDDOU

1991

1992

1993

1994

1995